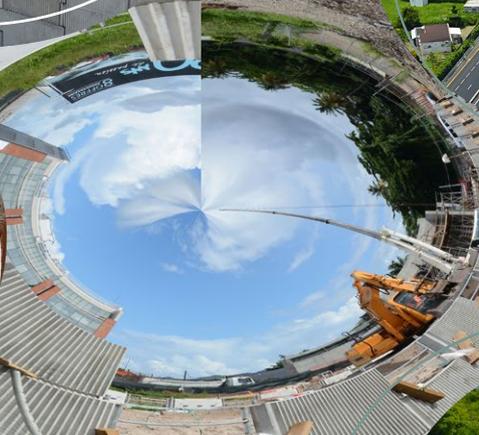


La **Construction** en Martinique **10** ans de conjoncture



MARTINIQUE
CERC
— FILIÈRE CONSTRUCTION —
Mesurer. Anticiper.

Avril 2019

Sommaire



Matériaux.....	5
Ventes de ciment.....	6
Transport d'enrobés.....	8
Production de Béton Prêt à l'Emploi (BPE).....	9
Importations de clinkers.....	10
Importations de peintures et vernis.....	11
Importations de tôles et bandes en aluminium.....	12
Bâtiments résidentiels.....	13
Logements autorisés.....	14
Attestations de conformité électrique.....	18
Crédits immobiliers accordés aux particuliers et aux entreprises	19
Emplois et entreprises.....	20
Effectifs salariés.....	21
Effectifs intérimaires.....	22
Demandeurs d'emploi.....	23
Offres d'emploi.....	25
Stocks d'entreprises.....	26
Créations d'entreprises.....	27
Défaillances d'entreprises.....	30

Avant-propos



Créée en 2018, afin d'œuvrer à la dynamisation du secteur de la Construction, la CERC souhaite permettre aux acteurs et aux partenaires de la filière de bénéficier d'une meilleure connaissance du secteur à l'échelle de la Martinique.

Aussi, dans cette première publication, nous avons souhaité dresser un état des lieux de l'évolution du secteur de la Construction au cours des dix dernières années, voire davantage.

Cette longue rétrospective est l'occasion de montrer quel fut l'impact de la crise socio-économique de 2008-2009 sur le secteur du BTP : que s'est-il passé depuis ? Où en sommes-nous aujourd'hui ?

*Pour répondre à cela, **trois grandes thématiques** sont abordées :*

- ▶ **Les matériaux de construction**, grâce à des indicateurs sur la vente de ciment, la production de béton prêt à l'emploi, le transport d'enrobés, ainsi que les importations de matériaux (clinkers, tôles et bandes en aluminium, peintures et vernis) ;
- ▶ **La construction de bâtiments**, à travers des indicateurs tels que le nombre de logements autorisés à la construction, la surface de plancher de ces logements, le nombre d'attestations de conformité électrique délivrées pour les logements neufs et les crédits immobiliers accordés aux particuliers et aux entreprises ;
- ▶ **L'appareil de production**, par le biais d'indicateurs liés, d'une part, à l'emploi (les effectifs salariés et intérimaires, la demande et l'offre d'emploi) et, d'autre part, à l'entreprise (stocks, créations et défaillances).

MATÉRIAUX

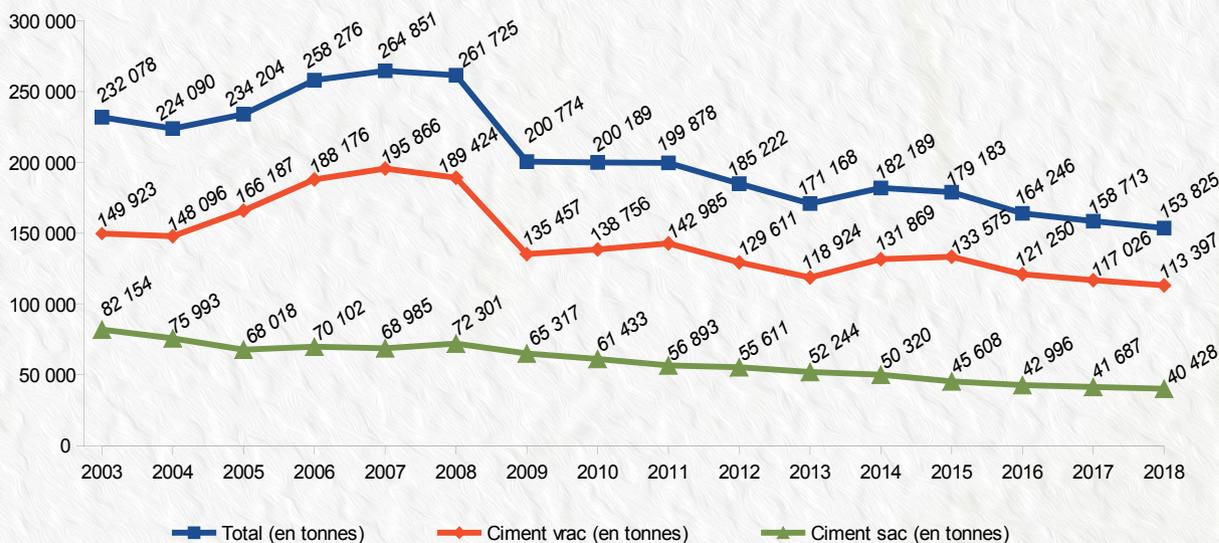


Ventes de ciment



Entre 2003 à 2008, les ventes annuelles de ciment ont globalement gagné en importance (+27,6 kTonnes), puis en 2009, la vente de ciment s'est effondrée, passant de 261,7 kTonnes en 2008 à 200,8 kTonnes en 2009 (soit -23,3%). De 2009 à 2011, les ventes se maintiennent à peu près au même niveau, mais s'effondrent à nouveau en 2012, pour atteindre 171,2 kTonnes en 2013. En 2014, les ventes annuelles de ciment reprennent (182,2 kTonnes), mais depuis 2015, elles n'ont de cesse de chuter, jusqu'à atteindre un total de 153,8 kTonnes en 2018.

Ventes de ciment (en tonnes)



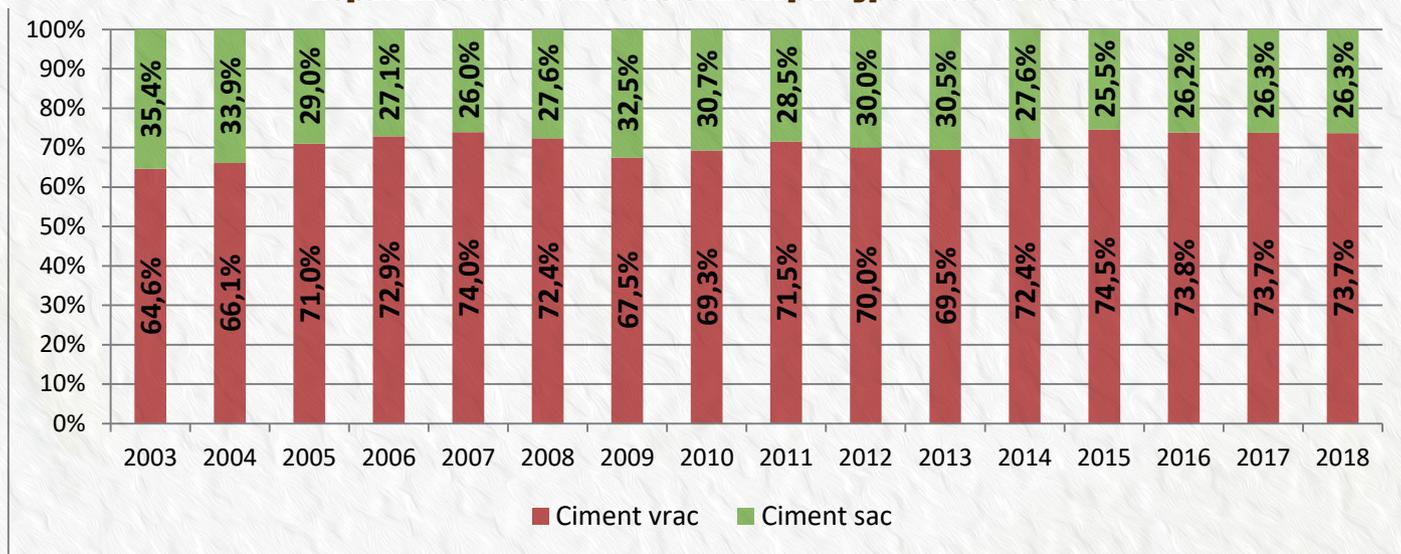
Source : Ciments antillais



Globalement, l'évolution de la courbe des ventes de ciment en vrac présente des similarités avec celle de la courbe des ventes de ciment totales. En effet, lorsque les ventes totales diminuent ou augmentent, il en va de même pour les ventes de ciment en vrac. La part des ventes en vrac fluctue entre 2003 et 2018 : en effet, elle s'élève à 64,6 % en 2003 et va en croissant jusqu'à atteindre 74 % des ventes en 2007. En 2009, cette part tombe à 67,5 %, puis atteint 73,7 % en 2018.

Les ventes annuelles de ciment en sac connaissent une évolution différente des ventes annuelles de ciment en vrac : elles vont en décroissant pour presque toute la totalité de la période, passant de 82,2 kTonnes en 2003 à 40,4 kTonnes en 2018. Depuis 2014, la part des ventes en sac parmi les ventes totales se stabilise à 25-26 %, alors qu'en 2003 et 2004, un peu plus du tiers des ventes de ciment concernaient du ciment en sac.

Répartition des ventes de ciment par type (vrac ou sac) (en %)

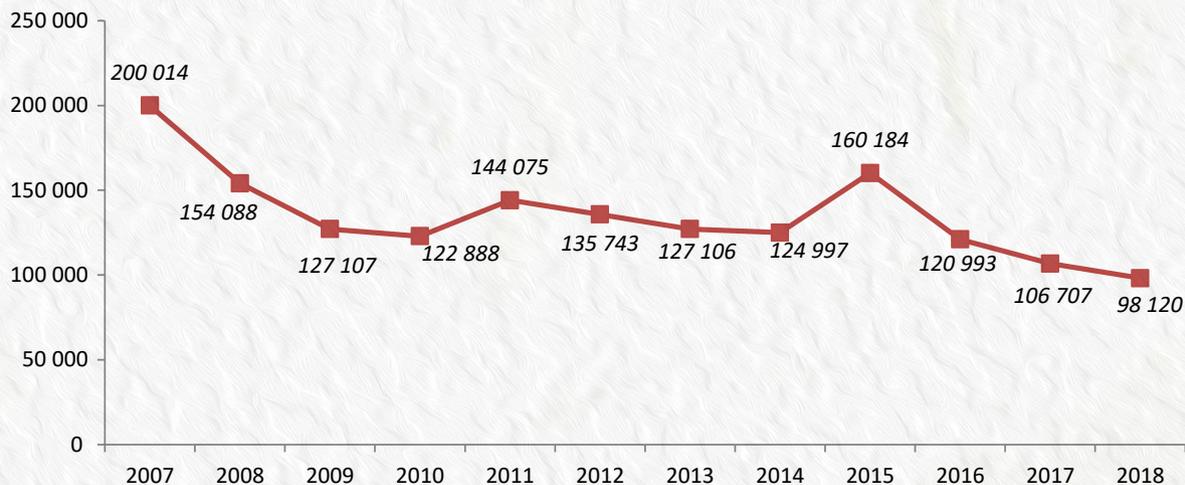


Transport d'enrobés



Entre 2007 et 2018, le poids des enrobés transportés a quasiment été divisé par deux. Cette baisse est notamment remarquable entre 2007 et 2010 (-38,6 %). Le volume d'enrobés transportés accuse une remontée en 2011 (+17,2 % entre 2010 et 2011). De 2011 à 2014, le volume d'enrobés transportés fléchit de nouveau. En 2015, la consommation d'enrobés réaugmente (160,2 kTonnes), à l'occasion du lancement du chantier du TCSP. Dans les années suivantes, les transporteurs enregistrent une forte baisse du volume transporté (-38,8 % entre 2015 et 2018).

Transport d'enrobés (en tonnes) (hors tonnes au forfait aéroport)



Source : Société Transasphalt

Production de Béton Prêt à l'Emploi



Entre 2004 et 2008, la production de BPE connaît une forte croissance, passant de 221 415 m³ à 319 894 m³ (soit +44,5 %) ; puis, la production s'effondre lors de la crise de 2009, jusqu'à atteindre 170 269 m³ en 2010 (soit -46,8 % entre 2008 et 2010). Après une légère augmentation de la production en 2011, la production de BPE se maintient autour d'une valeur moyenne de 169 135 m³ entre 2012 et 2017, mais atteint son niveau le plus bas en 2018 (154 153 m³).

Production de Béton Prêt à l'Emploi (BPE) (en m³)



Source : UNICEM

Importations de clinkers



Entre 2008 et 2009, les importations annuelles de clinkers chutent de 30,6 %. Après une légère hausse en 2010, les importations continuent de diminuer annuellement jusqu'en 2014. Le lancement du chantier du TCSP conduit à une hausse des importations de clinkers en 2015, toutefois l'année suivante, les importations diminuent fortement (-20,4 %) et restent quasiment stables en 2017 et 2018.

Importations de clinkers (en tonnes)



Source : Douanes

Importations de peintures et vernis



Les importations annuelles de peintures et de vernis s'élevaient à environ 1 084 m³ par an dans les cinq années précédant la crise de 2009. En 2009, les importations annuelles sont au plus bas (795 m³). En 2011 et 2012, elles sont en forte hausse (+60,8 % entre 2009 et 2011), puis, elles diminuent jusqu'en 2015. Depuis 2015, les importations annuelles dépassent à nouveau le millier de m³ par an.

Importations de peinture et vernis (en m³)



Source : Douanes

Importations de tôles et bandes en aluminium



Les importations annuelles de tôle et de bandes en aluminium ont triplé entre 2003 et 2018. Au cours de cette période, elles connaissent des fluctuations. Entre 2003 et 2007, elles sont multipliées par deux, mais diminuent en 2009, lors de la crise. En 2010, les importations augmentent (183 tonnes), puis baissent et restent relativement stables pendant quatre ans. En 2015, on note à nouveau une hausse, puis une chute en 2017. En 2018, les importations annuelles sont au plus haut (268 tonnes). Cela peut s'expliquer par l'accroissement d'opérations de rénovation et réhabilitation.

Importation de tôles et bandes en aluminium (en tonnes)



Source : Douanes

BÂTIMENT



Logements autorisés



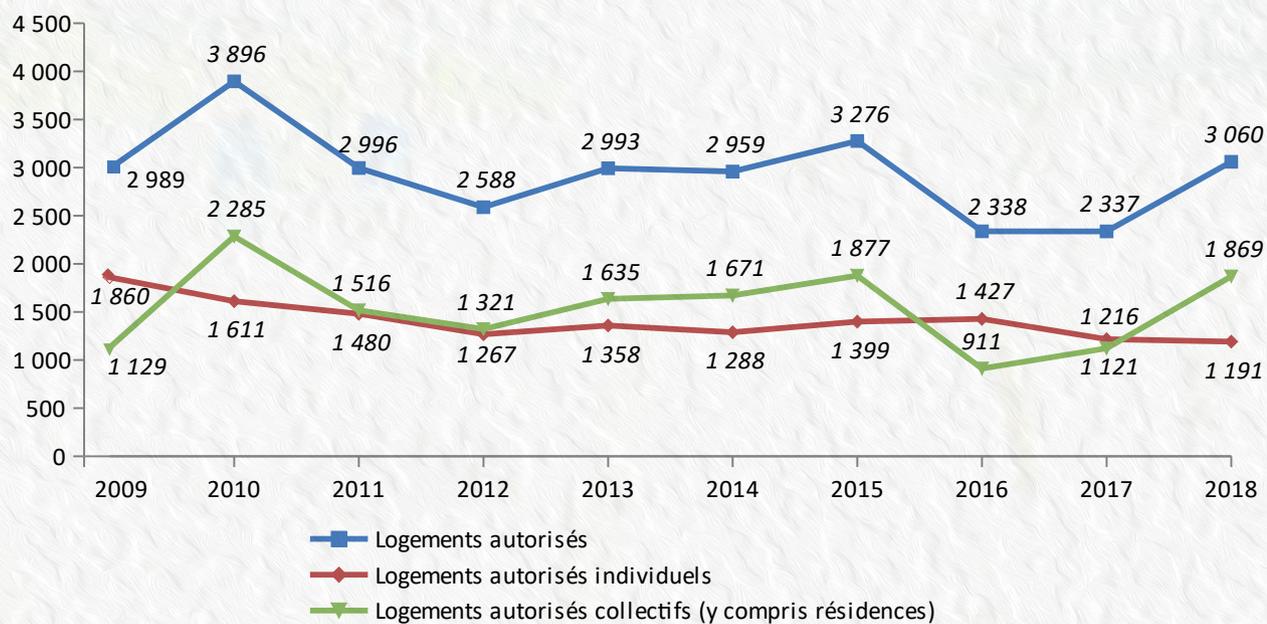
Entre 2009 et 2018, presque 30 000 logements ont été autorisés à la construction : 47,9 % sont des logements individuels et 52,1 % des logements collectifs. Au cours de cette période, le nombre de logements autorisés annuellement ne cesse de fluctuer.

Pour la période 2009-2013, environ 3100 logements ont été autorisés par an, tandis que pour la période 2014-2018, environ 2 800 autorisations annuelles ont été délivrées. Il existe donc une baisse du nombre de logements autorisés à la construction.

Globalement, l'évolution de la courbe des logements autorisés collectifs présente des similarités avec celle de la courbe des logements autorisés totaux. En effet, lorsque le nombre total de logements autorisés diminue ou augmente, il en va de même pour le nombre de logements autorisés collectifs. Pour la période 2009-2013, environ 1600 logements collectifs ont été autorisés par an, tandis que pour la période 2014-2018, environ 1500 autorisations annuelles ont été délivrées.

En ce qui concerne les logements autorisés individuels, on dénombre 1860 autorisations en 2009 et seulement 1191 en 2018. Pour la période 2009-2013, environ 1500 logements individuels ont été autorisés par an, tandis que pour la période 2014-2018, environ 1400 autorisations annuelles ont été délivrées. La baisse du nombre d'autorisations de construction de maisons individuelles peut s'expliquer par l'hyperdensité du territoire, la raréfaction du foncier disponible ou encore la baisse démographique.

Logements autorisés à la construction (en nombre)

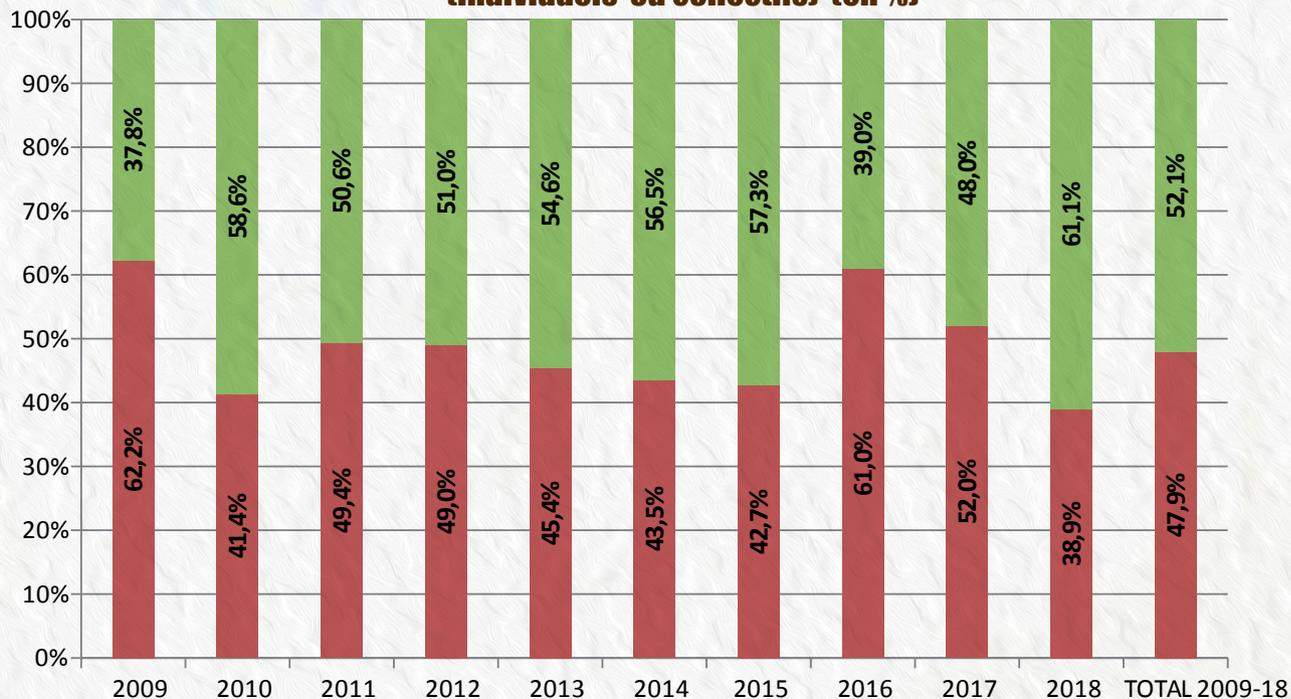


Source : DEAL, Sitadel DR à fin février 2019



La répartition des types de logements autorisés est également fluctuante entre 2009 et 2018 : ainsi, la part de logements collectifs s'établit à 37,8 % en 2009 pour représenter 61,1 % en 2018. De 2010 à 2015, plus de la moitié des logements autorisés à la construction sont des logements collectifs. Puis en 2016, la part de logement collectifs s'amointrit fortement et représente 39 % du total des logements autorisés. En 2017 et 2018, cette part devient plus importante. Les proportions de logements collectifs autorisés varient beaucoup selon les projets de construction de logements sociaux.

Répartition des logements autorisés à la construction par type (individuels ou collectifs) (en %)



Source : DEAL, Sitadel DR à fin février 2019



La surface de plancher autorisée est très fluctuante au cours des dix dernières années. Les logements autorisés voient leur superficie moyenne diminuer : en effet, la surface moyenne de plancher d'un logement autorisé est de 84,8 m² en 2009, contre 76,1 m² en 2018.

Surfaces de plancher des logements autorisés (en m²)



Source : DEAL, Sitadel DR à fin février 2019

Attestations de conformité électrique



Globalement entre 2003 et 2009, le nombre d'attestations de conformité annuelle pour les logements neufs augmente. Puis, suite à la crise de 2009, on relève une baisse importante du nombre d'attestations, jusque 2013 (-38,7 % entre 2009 et 2013). Après une légère remontée en 2014, les attestations chutent d'année en année.

En 2018, le nombre d'attestations augmente à nouveau (+37,2 % en un an), du fait de la hausse du nombre d'autorisations de construction, mais également à cause de la livraison de logements sociaux.

Attestations de conformité électrique délivrées pour les logements neufs (en nombre)



Source : Consuel

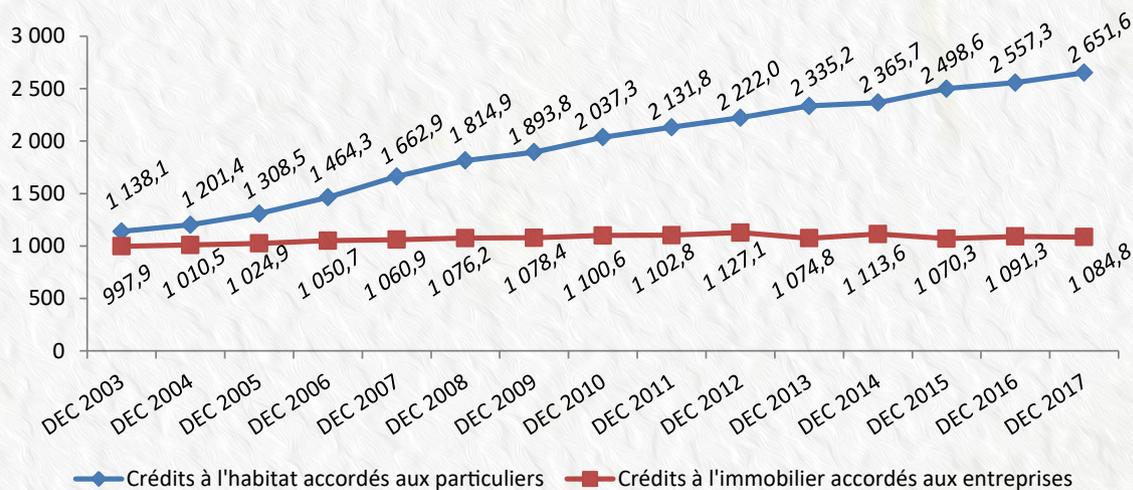
Crédits immobiliers accordés aux particuliers et aux entreprises



Entre 2003 et 2017, les crédits à l'habitat accordés aux particuliers connaissent un accroissement important (+133 %, soit une évolution annuelle moyenne de 6,2 %).

En revanche, au cours de la même période, les crédits immobiliers accordés aux entreprises ont faiblement augmenté (+ 8,7 %, soit une évolution annuelle moyenne de 0,6 %). Il est à noter que cet accroissement connaît des fluctuations : en effet, depuis 2012, le total des crédits diminue puis augmente légèrement d'une année sur l'autre.

Encours des crédits immobiliers accordés aux particuliers et aux entreprises (en millions d'€)



Source : IEDOM

EMPLOIS ET ENTREPRISES

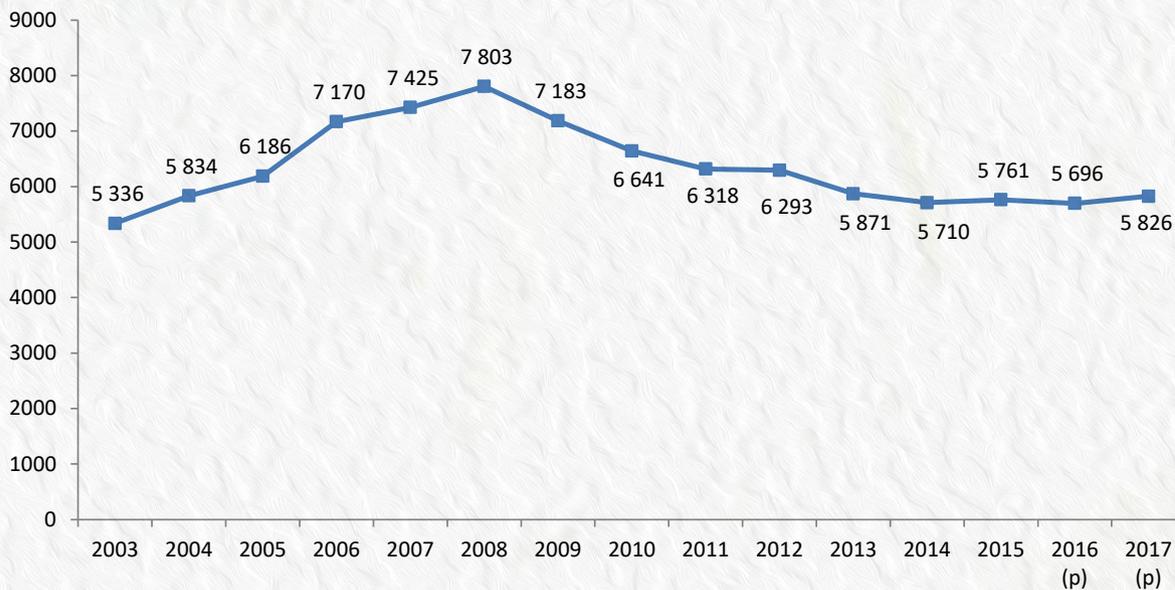


Effectifs salariés



Entre 2003 et 2008, l'emploi salarié dans le secteur de la Construction augmente, passant de 5336 à 7803 salariés (soit +46,2%). Puis de 2009 à 2014, ce chiffre ne cesse de diminuer, atteignant seulement 5710 salariés en 2014. Depuis 2014, l'emploi salarié se maintient presque au même niveau (+2 % entre 2014 et 2017).

Emplois salariés dans la Construction (en nombre)



Source : INSEE résultats – estimations emploi en 2017 (chiffres provisoires en 2016 et 2017)

Effectifs intérimaires



Les recours aux intérimaires ont été les plus fréquents en 2007 et 2008. Par la suite, les effectifs intérimaires ont fortement déclinés en 2009 : au cours de cette année, le nombre moyen d'intérimaires s'élève à 389 ETP (contre 609 en 2008). Depuis la crise, les effectifs n'ont jamais dépassé le seuil de 400 ETP. En 2017, le nombre moyen annuel d'ETP est au plus bas (267 ETP), mais connaît une croissance en 2018 (+36 %).

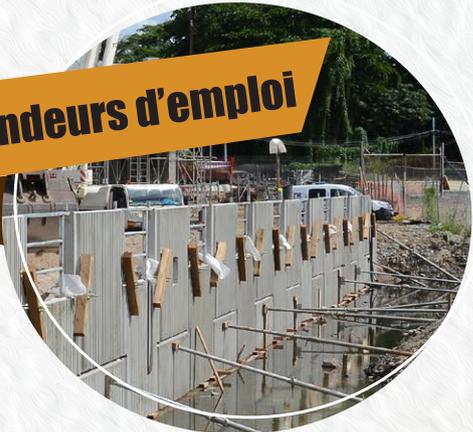
Emplois intérimaires dans la Construction (en ETP*)



Source : DARES

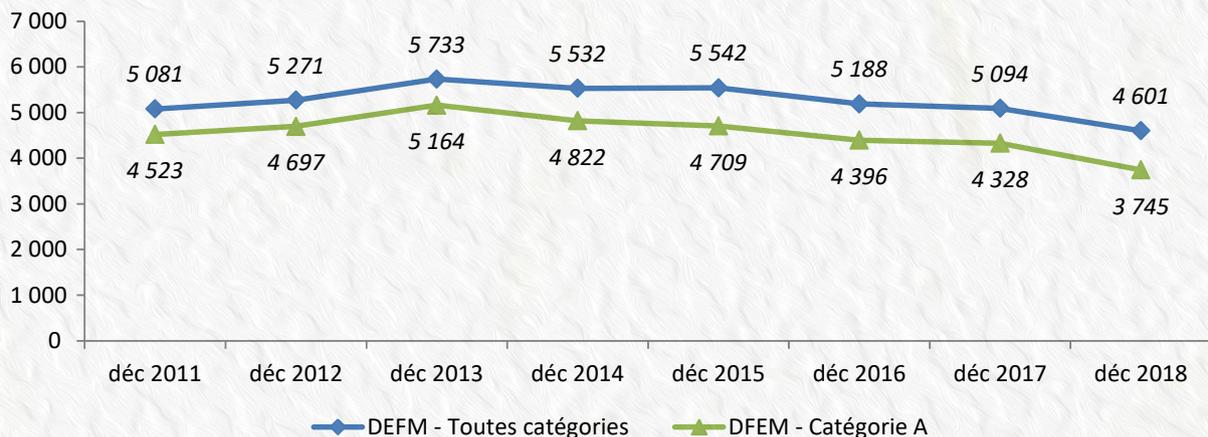
*ETP = Equivalent Temps Plein

Demandeurs d'emploi



Le nombre de demandeurs d'emplois (toutes catégories confondues : A, B et C) recherchant un emploi dans le secteur de la Construction a fortement diminué au cours des 5 dernières années (-19,7 % depuis 2013), de même que le nombre de demandeurs inscrits en catégorie A (-27,5 % entre fin 2013 et fin 2018).

DEFM* dans la Construction (en nombre)



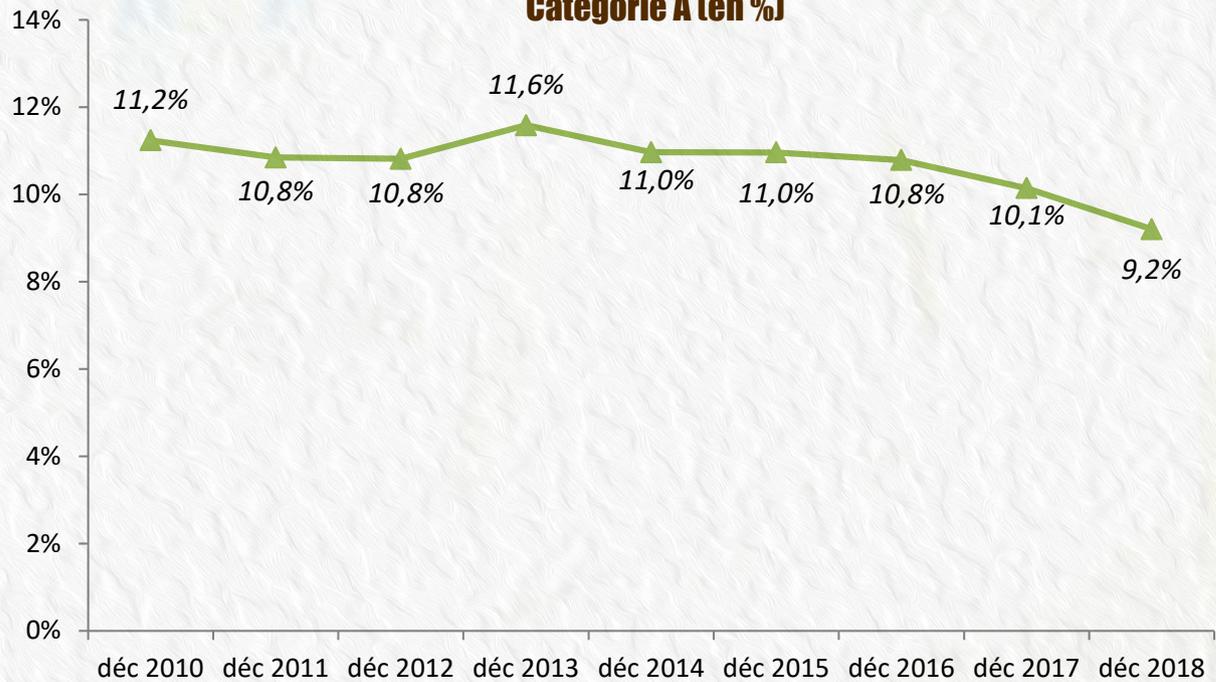
Source : Pôle emploi

* DEFM : Demandeurs d'Emploi en Fin de Mois (les DEFM en catégorie A sont les personnes sans emploi, tenues d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi)



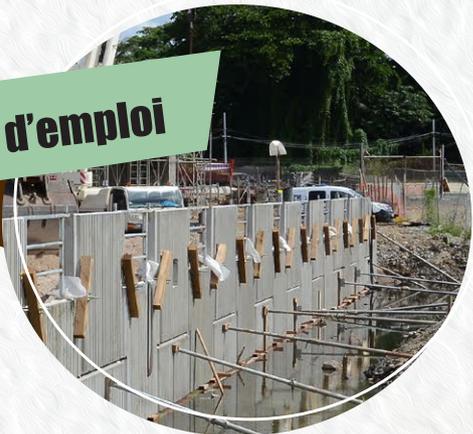
La part des demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) dans le secteur de la Construction diminue régulièrement depuis 2013 et atteint 9,2 % fin 2018. Cela montre une attractivité moindre vers le secteur.

Part des DEFM dans la Construction parmi les DEFM tous secteurs confondus Catégorie A (en %)



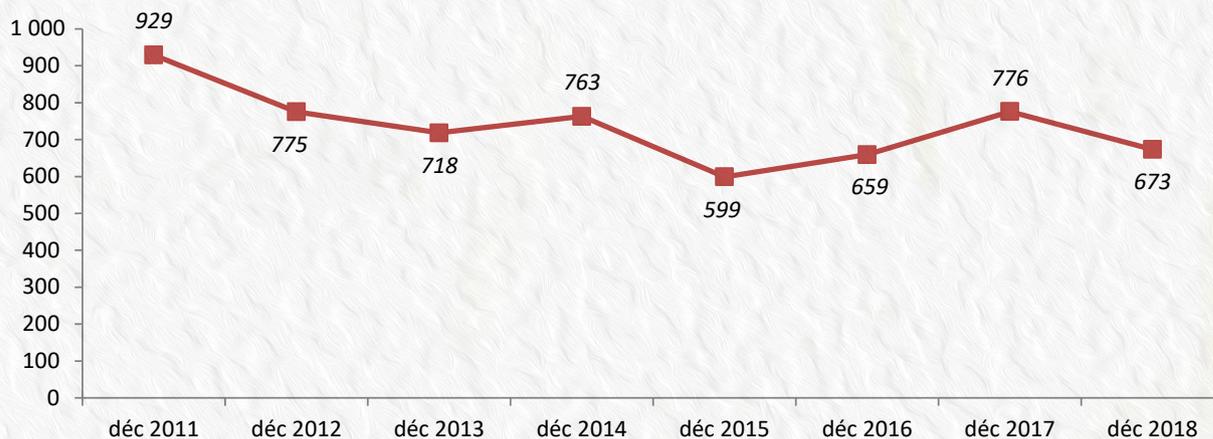
Source : Pôle emploi

Offres d'emploi



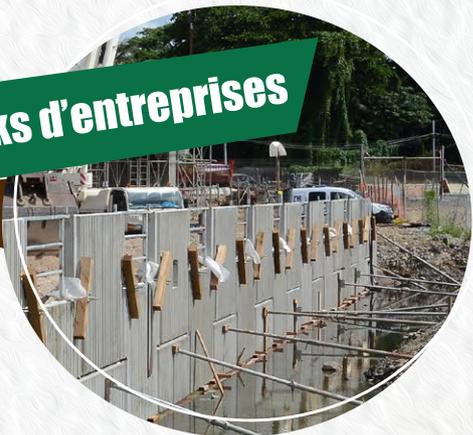
Les offres d'emploi diffusées par Pôle emploi pour le secteur de la Construction sont globalement en baisse par rapport à 2011 (929 offres). En 2015, le nombre d'emploi proposé est le plus faible pour la période 2011-2018 (599 offres recensées). Toutefois, en 2016 et 2017, ce nombre va en croissant (+29,5 % d'offres entre 2015 et 2017). En 2018, le nombre d'offres est en nette diminution par rapport à l'année précédente.

Offres d'emploi dans la Construction diffusées par Pôle emploi (en nombre)



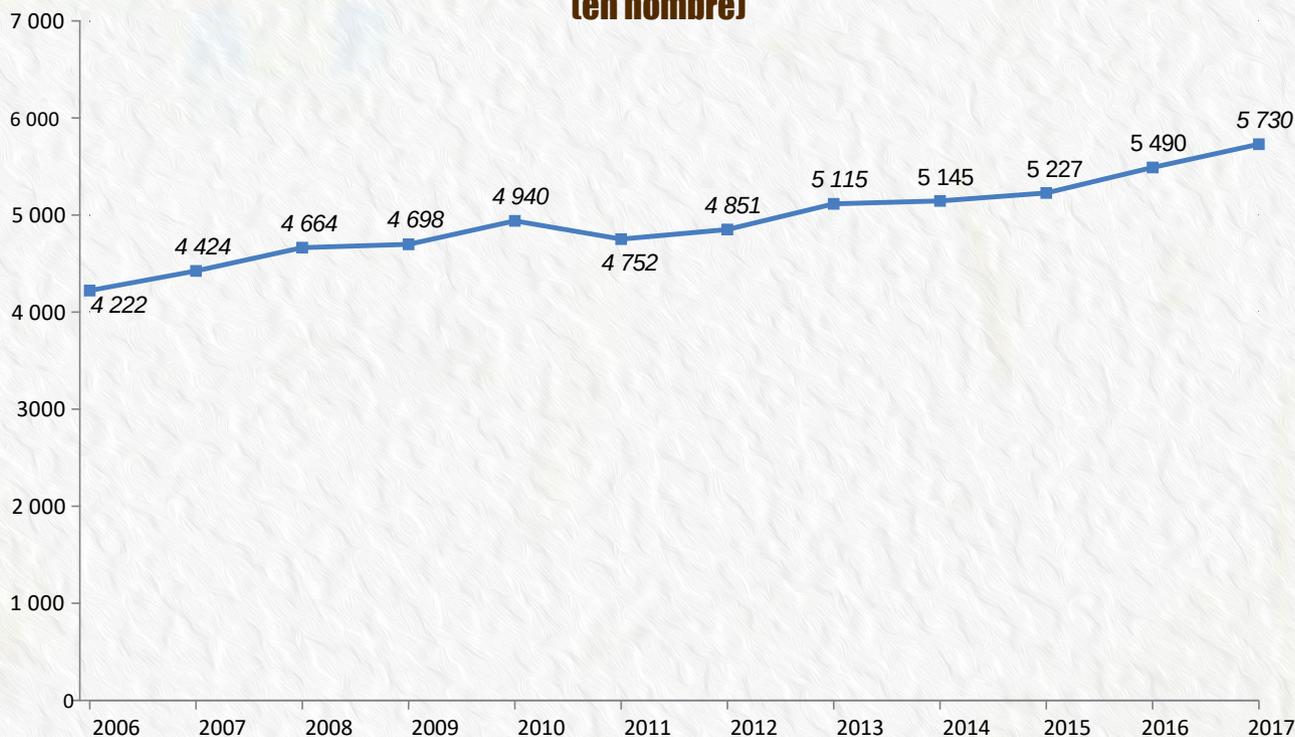
Source : Pôle Emploi (données consolidées à l'année N+1, chiffres provisoires pour 2018)

Stocks d'entreprises



Le stock d'entreprises de la Construction croît de 2005 jusque 2010, passant de 4222 entreprises à 4940 (soit +17 %). Puis, il diminue légèrement l'année suivante (4752, soit -3,8 %). Depuis 2011, le stock d'entreprises est en hausse, suivant un rythme croissant annuel d'environ 3,2 % (+ 20,6 % entre 2011 et 2017).

Entreprises dans le secteur de la Construction (en nombre)



Source : INSEE (stocks d'entreprises au 31 décembre de l'année considérée, chiffre provisoire pour le 31 décembre 2017)

Créations d'entreprises



Entre 2003 et 2010, les créations d'entreprises sont de plus en plus nombreuses. Le pic en 2010 s'explique surtout par la création de micro-entreprises. Dès 2011, leur chiffre baisse de façon importante (-22,5 % entre 2010 et 2011). Si les effectifs sont relativement stables pendant 3 ans, les créations chutent de façon drastique en 2014 (-27,5 %). Depuis, elles demeurent quasiment stables (+3,3 % entre 2014 et 2018). En 2018, on dénombre 348 créations d'entreprises.

Créations d'entreprises dans le secteur de la Construction (en nombre)

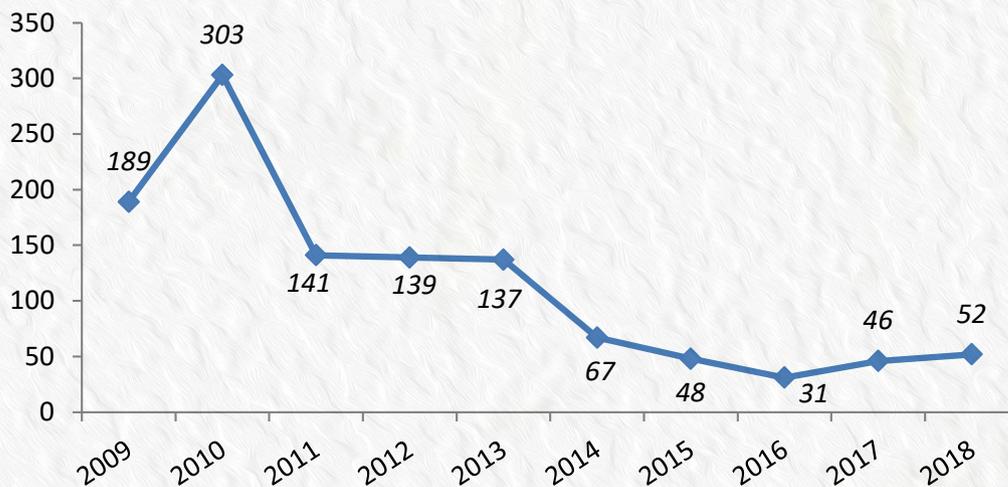


Source : INSEE, (créations d'entreprises, y compris micro-entreprises)



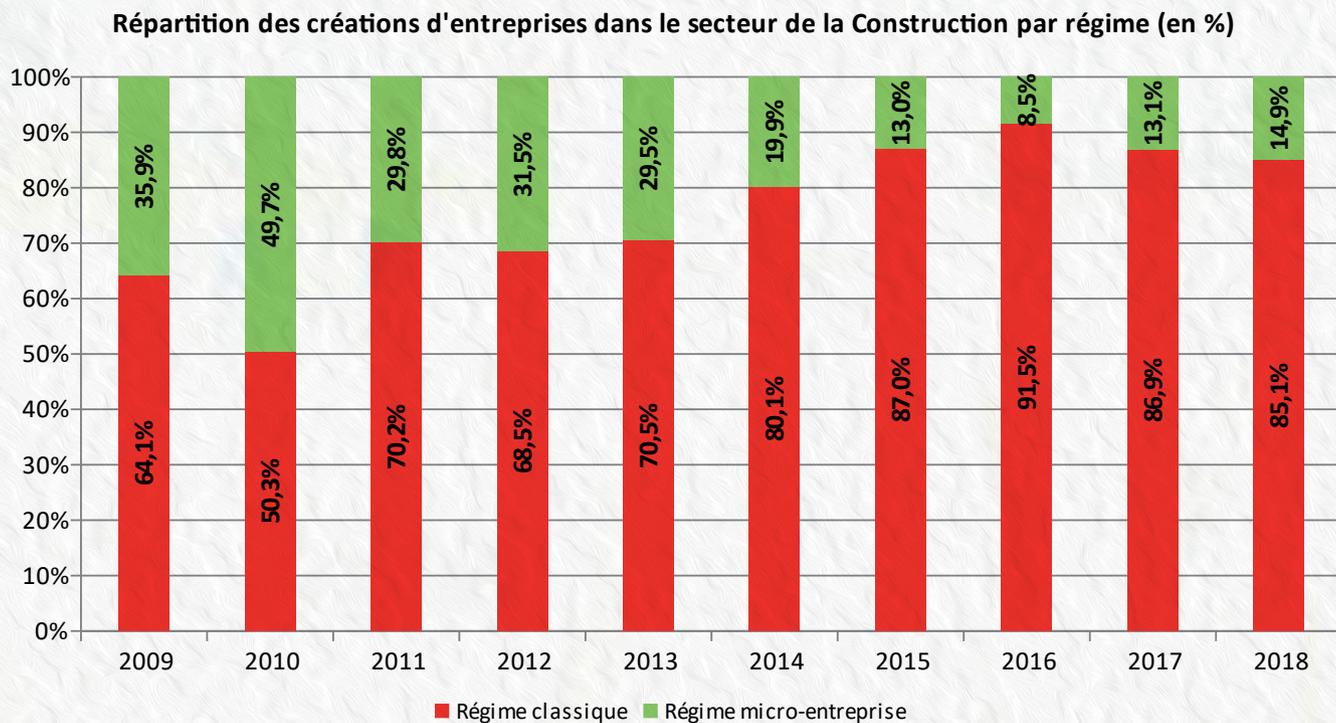
Créé en 2008, le régime de la micro-entreprise connaît un engouement certain, ce qui explique le nombre élevé de micro-entreprise en 2010. Il est à noter que durant cette année, il y a eu presque autant de créations d'entreprises sous le régime classique que sous le régime de la micro-entreprise. De 2011 à 2013, le nombre de micro-entreprises reste relativement stable et concernent un peu moins d'un tiers des créations d'entreprises du secteur de la Construction. Depuis 2014, les créations de micro-entreprises se raréfient. En 2018, on dénombre 52 nouvelles micro-entreprises, ce qui représente à peine 15 % des créations d'entreprises du secteur.

Créations de micro-entreprises dans le secteur de la Construction (en nombre)



Source : INSEE

Répartition des créations d'entreprises dans le secteur de la Construction par régime (en %)



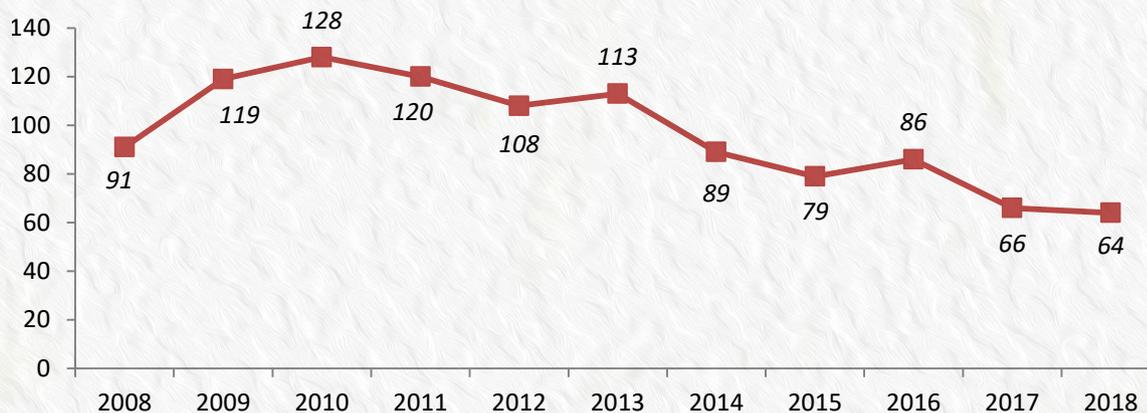
Source : INSEE

Défaillances d'entreprises



Entre 2009 et 2013, les défaillances d'entreprises de la Construction restent nombreuses (avec un pic de 128 défaillances en 2010). Il faut attendre 2014 pour que le nombre de défaillances connaisse une baisse importante (-21,2 % entre 2013 et 2014). Les défaillances d'entreprises sont les moins nombreuses en 2018 (64 défaillances).

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction (en nombre)



Source : Banque de France

Avec le concours des membres de la CERC





Cellule Economique Régionale de la Construction

13 lotissement Bardinnet Dillon

97200 Fort-de-France

Tél : 0596 75 80 09

contact@cerc-martinique.fr

www.cerc-martinique.fr